ARGUMENTAIRE

Budget fédéral : Un budget qui doit relancer l'économie et prendre en compte les paramètres réels

Post RS

Face à une situation budgétaire inquiétante et à des perspectives économiques difficiles, le MR se réjouit de la décision du Roi de charger le Premier Ministre de reprendre les négociations en vue d'un accord budgétaire. Augmenter les impôts dans l'un des pays les plus taxés du monde n'est pas la bonne réponse. Pour le MR, la priorité est claire : réduire les dépenses de l'État, relancer la croissance économique et protéger le pouvoir d'achat des belges. L'heure est au courage politique, nous le devons aux citoyens de notre pays. Nous devons travailler sérieusement et avec la volonté de réussir.

Abstract :

- ***Face aux difficultés dans les négociations budgétaires fédérales, le Mouvement Réformateur en appelle à la responsabilité collective de la coalition gouvernementale. L'heure est à la conclusion d'un accord budgétaire pluriannuel, cohérent et ambitieux. Il est temps de donner des perspectives aux citoyens et aux entreprises. Nous devons travailler sérieusement et avec la volonté de réussir.***
- ***C'est pourquoi, le Mouvement Réformateur salue vigoureusement la décision du Roi de charger le Premier Ministre de parvenir à un accord. Nous nous réjouissons également que le Palais royal insiste sur l'importance de stimuler la croissance économique – un objectif porté et assumé par le MR.***
- ***Les différents Gouvernements du pays ont hérité d'une situation budgétaire particulièrement alarmante :***
    - ***Depuis 2019, aucun Gouvernement n'est parvenu à maintenir l'équilibre budgétaire, la situation empirant d'année en année pour culminer à 5% de déficit en 2025. Ces déficits cumulés sur des années ont entraîné une hausse considérable de l'endettement qui est maintenant bien supérieur à 100% du PIB***
    - ***A cause de cet endettement, l'Etat fédéral déboursera en 2026 plus de 12 milliards € en charges d'intérêts – c'est 4x le budget du SPF Justice !***
- ***Réduire le déficit, c'est réduire l'endettement et donc les charges d'intérêts. Pour y arriver, il est clair que la maîtrise des dépenses s'impose comme solution.***
- ***La Belgique est le troisième pays européen qui ponctionne le plus d'impôts : c'est bien la preuve que le problème ne vient pas des recettes mais bien des dépenses. Pour le MR, les augmentations d'impôts comme la TVA sont inacceptables. Le MR défend l'entreprise, les investissements et les travailleurs.***
- ***Il est capital de maîtriser les dépenses publiques. Il s'agit de faire mieux avec moins – ce n'est pas irréaliste : un pays comme le Danemark connu pour sa sécurité sociale exemplaire parvient à dégager des surplus budgétaires ! Pour le MR, il est nécessaire de remettre les gens à l'emploi, de réformer les services publics et de rendre notre système de soins de santé plus efficient.***
- ***Le MR est convaincu que la croissance économique est essentielle : elle est garante de finances publiques saines, de bien-être de la population, d'un marché de l'emploi vigoureux, de plus de consommation et d'investissement. C'est pourquoi nos Ministres fédéraux ont produit un Plan de Croissance avec des mesures ambitieuses et assumées comme par exemple la baisse de la TVA sur les nouvelles constructions. Les mesures couvrent également le coût de l'énergie, la simplification administrative, la (re)mise à l'emploi et l'innovation.***

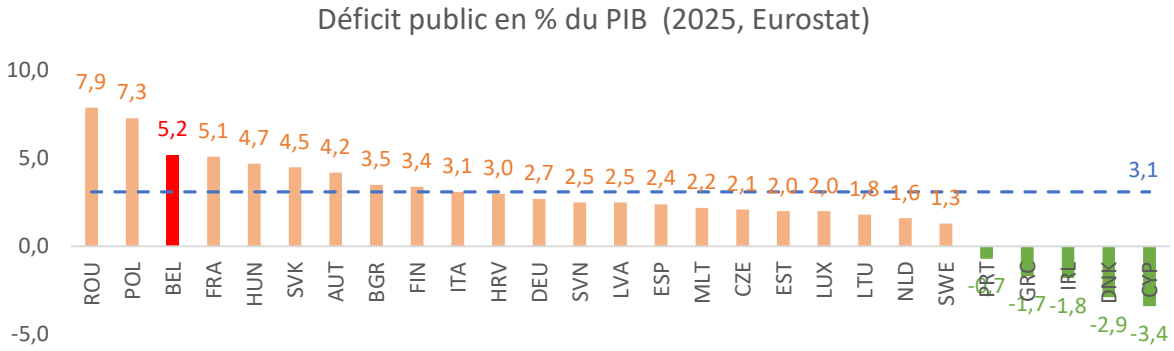
ARGUMENTAIRE

1. *Face à la situation budgétaire et économique, le MR en appelle à la responsabilité collective*

- Face au blocage des négociations budgétaires fédérales, le Mouvement Réformateur en appelle à la responsabilité collective de la coalition gouvernementale. L'heure n'est plus aux postures politiciennes ni aux tabous stériles mais bien à la conclusion d'un accord budgétaire pluriannuel, cohérent et ambitieux. Il est temps de donner des perspectives aux citoyens et aux entreprises.
- L'aboutissement des négociations budgétaires n'est pas un impératif politique, il s'agit d'une nécessité économique double : la situation budgétaire du pays est particulièrement préoccupante alors même que la croissance économique reste trop faible et l'inflation trop importante. Si nous ne faisons rien, le cocktail se révèlera explosif.
- **C'est pourquoi, le Mouvement Réformateur salue vigoureusement la décision du Roi de charger le Premier Ministre de parvenir à un accord. Nous nous réjouissons également que le Palais royal insiste sur l'importance de stimuler la croissance économique – un objectif porté et assumé par le MR.**

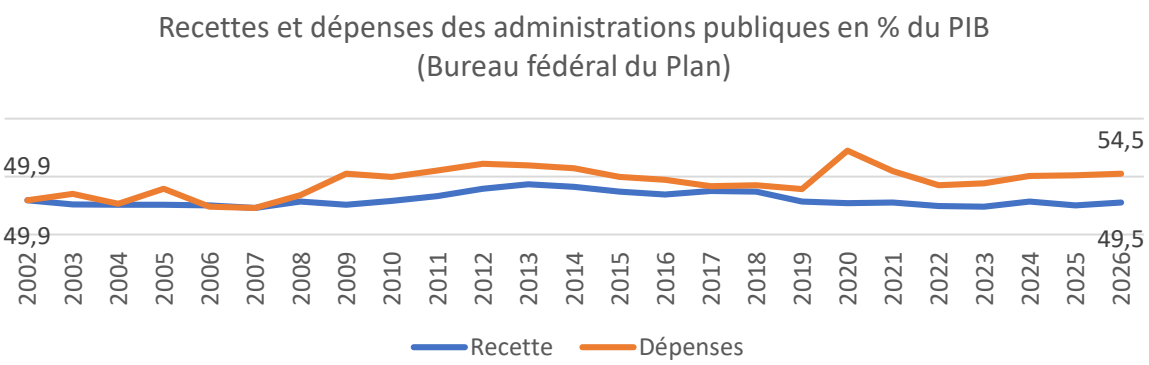
2. *La Belgique face à l'urgence budgétaire*

- Depuis des années, les Gouvernements successifs ont creusé le déficit – **les Gouvernements actuels ont hérité d'une situation inquiétante** : en 2025, la Belgique a enregistré le pire déficit budgétaire de toute l'Union européenne (5,2% du PIB). **En d'autres termes, l'Etat a dépensé 33 milliards € de plus que ce qu'il ne gagne – c'est colossal.** A titre de comparaison, un pays qui présente un système de sécurité sociale et une pression fiscale comparables aux nôtres, le Danemark, a affiché un surplus budgétaire.



- **Cette situation entraîne un endettement colossal pour notre pays : 107,9% du PIB en 2025.** Les seuls pays qui font pires sont la Grèce, l'Italie et la France. A titre de comparaison, **le Danemark n'est endetté qu'à hauteur de 27,9% de son PIB.**
- Notre endettement abyssal a des effets très concrets : **en 2026, l'Etat fédéral paiera 12,5 milliards € de charge d'intérêts – cela correspond à 4x le budget du SPF Justice !**
- La Belgique est le troisième Etat européen qui prélève le plus d'impôts, pourtant nous présentons le pire déficit. **Le constat est clair : il ne faut pas prélever plus d'impôts, il faut maîtriser sérieusement nos dépenses – d'ailleurs nous l'avons déjà fait dans le passé !**

3. Evolution des recettes et des dépenses de l'Etat



- Les recettes en % du PIB entre 2002 et 2026 sont presque identiques : c'est une situation normale, **les recettes de l'Etat ont crû au même rythme que le PIB** – donc que la richesse créée.
- En revanche, les dépenses représentent en 2026 54,5% du PIB, c'est 4,6% de plus qu'en 2002. Le constat est clair : **les dépenses ont crû bien plus rapidement que la nouvelle richesse créée**. En 2026, les dépenses représenteront 5% du PIB en plus que les recettes !
- C'est un héritage de la mauvaise gestion du passé : les dépenses augmentent fortement lors des crises de 2008 et 2020 – en revanche, elles ne reviennent jamais à leur niveau d'avant-crise. A titre d'exemple, le Danemark parvient à faire diminuer ses dépenses une fois la crise passée. **En Belgique, l'intervention publique n'est donc pas anticyclique : les Gouvernements précédents n'ont pas épargné lorsque l'économie se portait bien.**
- Le pire est que la Belgique dépense particulièrement mal : **en Europe, 16 pays dépensent moins pour une meilleure qualité des politiques publiques**. Le Danemark, une fois encore, se distingue par la meilleure qualité de toute la classe européenne !
- **C'est l'évidence même, nous devons diminuer nos dépenses. Nous pouvons faire plus en dépensant moins.** Le Danemark le démontre : il est possible de réduire les dépenses en garantissant une qualité de vie remarquable.

4. Endettement et charges d'intérêts

- **Les déficits enregistrés sous les législatures précédentes ont fait exploser l'endettement** – en effet, pour maintenir des dépenses hors de contrôle, **l'Etat a dû emprunter massivement**.
- Les Gouvernements actuellement en place paient cela au prix fort. En effet, cet endettement élevé entraîne un dérapage des charges d'intérêts – par deux mécanismes :
    - D'abord, le stock de dette augmentant, les charges d'intérêts ont mécaniquement bondi.
    - Ensuite, l'héritage de ces déficits et de cet endettement élevé détériorent la confiance des marchés financiers ➔ le taux d'intérêt augmente : à fin octobre 2026, le taux belge à dix ans atteint un sommet à 4,4%, contre 3,4% en Allemagne.
- Ces charges d'intérêts élevées posent un problème significatif : elles empêchent l'Etat d'utiliser cet argent pour mener ses politiques. A titre d'exemple, l'Etat fédéral dépensera c.12,5 milliards € en 2026 en charges d'intérêts. Ce montant correspond à 4x le budget du SPF Justice. **Si nous ne faisons rien, la charge d'intérêt montera à 18,6 milliards € en 2029, c'est une augmentation de 49% en 3 ans ! Les dernières estimations de l'Agence Fédérale de la**

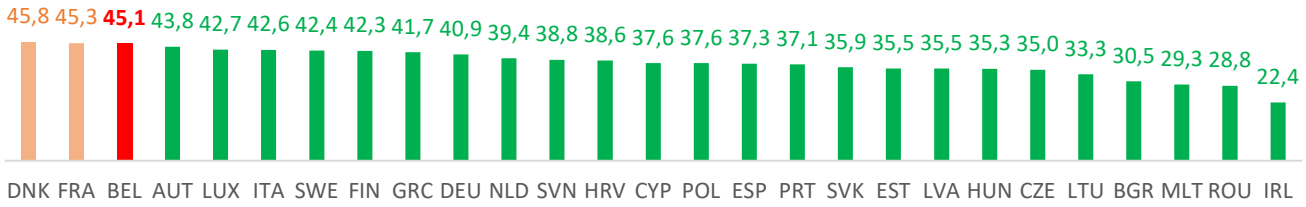
dette et de la Banque nationale de Belgique font même état de charges d'intérêt de 20,4 milliards € en 2029.

- **Diminuer les dépenses ➔ diminuer l'endettement ➔ diminuer les charges d'intérêts ➔ dégager des moyens pour des politiques ambitieuses !**

5. Comment remédier au déficit et contrôler l'évolution de l'endettement

- **Depuis l'entrée en fonction des Gouvernements fédéral et régionaux, le MR a mis un point d'honneur à réduire le déficit hérité des politiques du passé.** La finalité est évidente : sans action forte, l'Etat se trouvera plus encore étranglé par les charges d'intérêts. Dans le pire des cas, les marchés financiers peuvent même refuser de prêter des moyens supplémentaires. **Nous refusons de céder au fatalisme, nous œuvrons chaque jour à la mise en place de réformes ambitieuses pour sauvegarder une sécurité sociale digne de ce nom et dégager des moyens pour de nouvelles politiques !**
- Pour remédier au déficit, il existe trois moyens :
  - Augmenter les recettes,
  - Diminuer les dépenses,
  - Accélérer la croissance du PIB (dénominateur de l'indicateur clé déficit/PIB).
- **Aujourd'hui, il est clair que nous devons diminuer les dépenses et accélérer la croissance** :
  - Augmenter les recettes, cela veut dire plus d'impôts. **La Belgique est le 3ème Etat européen qui prélève le plus (en % du PIB)** – nous pouvons difficilement faire 'mieux'.

Prélèvements obligatoires en % du PIB (2024, Eurostat)



Mais pire encore, il s'agit d'une solution de facilité qui viendra freiner la croissance de nos entreprises et le pouvoir d'achat de nos ménages. **Pour le Mouvement Réformateur, c'est une ligne rouge : nous refusons de financer un Etat obèse et inefficient en ponctionnant plus encore dans la poche des Belges. Depuis le premier jour nous nous sommes opposés à l'augmentation linéaire des taux de TVA – l'impôt le plus injuste mais qui constitue la solution de facilité pour les autres formations politiques.**

La gauche argumentera que la taxation des plus riches est la solution – **c'est oublier que, selon la Commission européenne, les recettes en % du PIB des différentes taxes sur le patrimoine sont, en Belgique, les plus élevées du continent !** Pour certains, un Belge qui détient un capital de 500.000 € ou qui exerce une activité professionnelle en société est déjà suspect.

6. Les uniques solutions qui s'imposent à nous

- **Etant donné ce qui précède, 2 solutions s'imposent au pays : réduire les dépenses qui évoluent de manière incontrôlée et accélérer la croissance**
  - **Diminuer les dépenses est devenu une nécessité** – en premier lieu pour pérenniser notre système de sécurité sociale et dégager des moyens pour mener des politiques ambitieuses. Il est nécessaire de :
    - Contrôler l'évolution des soins de santé :
      Aujourd'hui, le budget des soins de santé est automatiquement indexé de l'inflation – mais en plus de cela, il est indexé de 2% à 3% de plus que l'inflation chaque année – c'est la norme de croissance des soins de santé. **Avec une inflation de 4%, et une norme de croissance de 2% - 6% au total – sur un budget de plus de 40 milliards €, l'impact est colossal.** Une telle évolution est insoutenable dans un contexte qui combine croissance économique bien trop faible et inflation bien trop importante. Il est nécessaire de revoir cette norme à la baisse – d'ailleurs, pour le FMI, 20% à 30% d'économies sont possibles au travers d'une plus grande efficience. Mais d'autres mesures doivent être implémentées, notamment :
      - **La remise à l'emploi des malades de longue durée qui le peuvent,**
      - **La réforme du statut BIM qui a été dévoyé de son objectif initial,**
      - **La révision – raisonnée – du ticket modérateur.**
    - Réduire la voilure du secteur public :
      Une étude a montré que l'implémentation de l'IA dans les services publics aux Pays-Bas engendrerait 20% de gain d'efficacité !
      L'OCDE pointe par ailleurs que la charge salariale de la fonction publique belge est supérieure de 1,5 point de % que la moyenne de l'OCDE.
    - Simplifier la structure de l'Etat :
      Comment expliquer que la Belgique a 26 mandataires politiques pour 10.000 habitants contre 5 au Danemark ? **C'est pourquoi le MR travaille activement à des réformes concrètes : suppression du Sénat, suppression des Provinces, fusion des communes. Notre but est de simplifier la structure de l'Etat pour générer des synergies et augmenter l'efficience des politiques publiques.**
  - **Accélérer la croissance du PIB doit être au cœur de tout projet politique**.
    - Baisser la pression fiscale pour favoriser la consommation et l'investissement : **c'est pourquoi nous prônons notamment la baisse de la TVA sur les nouvelles constructions,**
    - Diminuer la voilure de l'Etat – il existe une corrélation négative forte entre la taille de l'Etat et la croissance économique,
    - Augmenter le taux d'emploi privé pour que chacun puisse se réaliser : **c'est ce que nous accomplissons en flexibilisant le marché du travail, en augmentant le différentiel entre travailleur et allocataire, en remettant progressivement les malades de longue durée au travail,**
    - Diminuer les procédures administratives qui freinent les entreprises,
    - Améliorer la confiance des entreprises et des entrepreneurs,
    - Miser sur l'innovation, qui est l'un des atouts de notre pays,
    - Améliorer l'accès au financement de nos entreprises.

C'est parce que la croissance est capitale que nos Ministres fédéraux Clarinval, Bihet et Simonet ont produit en septembre dernier un plan de croissance ambitieux qui identifie des mesures concrètes pour répondre à ces impératifs.